

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer au débat de ce soir. Les députés du Yukon (M^{me} McLaughlin) et de Temiskaming (M. MacDougall) ont demandé la tenue d'un débat d'urgence concernant l'intention du gouvernement britannique d'apposer sur les produits en fourrure des étiquettes qui pourraient provoquer un boycottage massif de ces produits.

Je suis heureux de participer au débat, non que le sujet soit particulièrement réjouissant, bien au contraire, mais à cause de son énorme importance pour beaucoup de Canadiens. C'est une question capitale pour les habitants du Nord. Je trouve donc qu'il était très opportun que le débat ait été demandé par notre amie, la députée du Yukon. La question étant aussi extrêmement importante pour beaucoup d'habitants du nord de l'Ontario, il était également opportun que la motion soit proposée par le député de Temiskaming.

Dans ma région du nord-ouest de l'Ontario et particulièrement dans la circonscription de Thunder Bay—Nipigon, le piégeage des bêtes à fourrure est une importante source de revenu pour les autochtones et pour les habitants de diverses localités, y compris la ville de Thunder Bay.

Dans ces conditions, il est vraiment essentiel d'examiner les répercussions possibles du projet britannique. Sans chercher à me mettre en évidence, car je reconnais que le débat a été proposé par un député d'arrière-ban du gouvernement et par ma collègue, je tiens à dire qu'il serait intéressant pour tous les députés et pour ceux qui nous écoutent dans tout le pays de savoir que les événements qui menacent le piégeage des bêtes à fourrure constituent depuis longtemps un grave sujet de préoccupation.

En 1985 déjà, le conseil fédéral du Nouveau parti démocratique s'est occupé de la situation d'une manière qui mettait en évidence l'importance du piégeage et la nécessité des mesures énergiques au sujet desquelles nous avons interrogé le gouvernement pendant la période des questions d'aujourd'hui et à d'autres moments. Voici le texte de la résolution:

● (2240)

Attendu que l'industrie de la fourrure rapporte 600 millions de dollars à l'économie canadienne et qu'elle emploie 100 000 Canadiens, dont 60 p. 100 d'autochtones;

Attendu que la plupart des trappeurs autochtones et beaucoup de trappeurs non autochtones tirent presque tout leur revenu annuel du piégeage d'animaux;

Attendu que le piégeage des animaux à fourrure constitue l'occupation traditionnelle et fait partie de la vie quotidienne des autochtones;

Attendu que, d'après les témoins qui ont comparu devant le comité parlementaire permanent des affaires indiennes et du Nord canadien le 15 octobre 1985, une campagne internationale visant à détruire le gagne-pain des trappeurs canadiens est déjà commencée;

Article 29 du Règlement

Attendu que le succès d'une telle campagne se traduirait par une perte de revenus catastrophique et des perturbations sociales comparables à celles que l'interdiction européenne des peaux de phoques a entraînées;

En conséquence, le Nouveau parti démocratique du Canada demande:

(1) Qu'on appuie les trappeurs et qu'on reconnaisse l'importance du piégeage d'animaux pour l'économie et la société des régions nordiques, autochtones et rurales du Canada;

(2) Qu'on finance immédiatement et généreusement un exposé du point de vue des trappeurs canadiens pour la gouverne de leurs concitoyens et du public des pays où on dépeint incorrectement et injustement cette industrie;

(3) Qu'on entreprenne des études de base sur le nombre d'animaux à fourrure au Canada;

(4) Qu'on fasse une évaluation de toutes les techniques disponibles de piégeage d'animaux.

De plus, le NPD demande au Gouvernement du Canada et à ses collègues du Socialist International de protéger et de promouvoir le gagne-pain des trappeurs, en particulier celui des autochtones canadiens.

Cette résolution constituait une déclaration sans équivoque du Nouveau parti démocratique sur l'importance du piégeage comme gagne-pain de 100 000 Canadiens, dont 60 p. 100 sont des autochtones. Le piégeage était une source vitale de revenus pour ces gens-là et un aspect essentiel de leur mode de vie.

La place qu'occupe le piégeage dans la vie économique et culturelle des autochtones mérite d'être reconnue. Il y a quelque chose de profondément ironique dans tout cela. En effet, qui a fait du piégeage une activité fondamentale dans la vie des autochtones? Nul autre que la Grande-Bretagne par la Compagnie de la Baie d'Hudson interposée, qui a veillé à faire du piégeage une activité économique.

Avant cette époque, les autochtones avaient une économie de subsistance où la chasse et la pêche primaient, la fourrure ne servant qu'au vêtement et à l'habitation et ne faisant pas l'objet d'un commerce. C'est le commerce européen de la fourrure et, en particulier, la Grande-Bretagne et les marchés londoniens, qui ont changé la vie des autochtones du Nord.

L'étendue de cette transformation vaut bien la peine qu'on l'étudie. Avant le commerce des fourrures, les autochtones étaient plus attachés à la terre, ne se déplaçant peut-être d'un secteur de pêche d'été que pour se rendre à un secteur de chasse d'hiver. Ils vivaient presque en symbiose avec la terre. Cette relation intime existe toujours dans leur connaissance d'eux-mêmes et leur revendication des territoires où ils vivent, bien qu'ils aient été refoulés dans de petites réserves.

L'avènement du commerce des fourrures les a fait renoncer aux activités de chasse et de pêche pour se consacrer au piégeage des fourrures qui étaient vendues aux négociants et étaient finalement utilisées loin de là où ils vivaient. Naturellement, cela a eu des conséquences d'une grande portée qui ont été rapportées par des historiens comme Harold Innis, auteur d'un éminent ouvrage des années 30 portant sur le commerce des fourrures au Canada.